

que leur donne cette loi; et pour disposer que l'établissement de cette réserve soit inscrite dans les comptes du Canada à titre de transaction de l'année financière 1969-1970».....(10)

2. Ajouter, au crédit 36b concernant le ministère de l'Industrie et Commerce, à la page 8, après les mots «au cours de ladite année-récolte», à la dernière ligne, ce qui suit:

«en conformité des règlements que peut établir le gouverneur en conseil»  
..... (12)

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages pertinents (*fascicules n° 7, 8, 9 et 10*) est déposé.

---

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints audit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 45 aux Journaux*)

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Benson, appuyé par M. Laing (Vancouver-Sud),—Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

Et sur la proposition d'amendement de M. Lambert (Edmonton-Ouest), appuyé par M. MacLean,—Que tout ce qui suit le mot «Chambre» soit retranché et remplacé par ce qui suit:

«regrette que les propositions budgétaires du gouvernement n'apportent aucun allègement fiscal aux personnes à faible revenu, ne recommandent aucune augmentation du supplément de revenu garanti à la pension de la sécurité de vieillesse, et celles qui imposent le contrôle du crédit aux consommateurs non seulement ne pourront réprimer l'inflation mais elles contribueront à accroître sensiblement le chômage.»

Le débat se poursuit;

Du consentement unanime, la Chambre revient à l'appel des *Motions*.

Et, plus tard;

Le débat reprend sur la motion de M. Benson, appuyé par M. Laing (Vancouver-Sud),—Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

Et sur la proposition d'amendement de M. Lambert (Edmonton-Ouest), appuyé par M. MacLean,—Que tout ce qui suit le mot «Chambre» soit retranché et remplacé par ce qui suit:

«regrette que les propositions budgétaires du gouvernement n'apportent aucun allègement fiscal aux personnes à faible revenu, ne recommandent aucune augmentation du supplément de revenu garanti à la pension de la sécurité de vieillesse, et celles qui imposent le contrôle du crédit aux consommateurs non seulement ne pourront réprimer l'inflation mais elles contribueront à accroître sensiblement le chômage.»

Le débat se poursuit;